

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Lille
Département des Affaires Immobilières
123, rue nationale - BP 765 - 59034 LILLE

Centre Pénitentiaire de Château-Thierry

54 Av. de Soissons, 02400 Château-Thierry

Travaux de création d'une base ELSP

CCTP LOT 03 V2

PLOMBERIE - SANITAIRE - VENTILATION



SOMMAIRE

1	RAPPEL DU CONTEXTE ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION :	4
1.1	PRÉAMBULE	4
1.2	INTERVENANTS	5
1.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.4	SOUS TRAITANCE	5
1.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	5
1.6	NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES	5
1.7	DÉPENSES DIVERSES	6
1.8	RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :	6
2	OBSERVATIONS GÉNÉRALES	7
2.1	ÉTENDUE DES TRAVAUX	7
2.2	SITE OCCUPÉ	7
2.3	ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT	7
2.4	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	8
2.5	COORDINATION	8
2.6	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE	8
2.7	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE	9
3	ORGANISATION DU CHANTIER	10
3.1	PERSONNEL ET RESPONSABLE	10
3.2	QUALIFICATION DES INSTALLATEURS	10
3.3	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	10
3.4	COMPTE RENDU DE CHANTIER	10
3.5	ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE	10
3.6	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	10
3.7	NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES	11
3.8	ÉVACUATION DES DÉCHETS	12
3.9	CAROTTAGES	12
3.10	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	12
3.11	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION	12
3.12	ESSAIS ET RÉCEPTIONS	12
3.12.1	Autocontrôles	12
3.12.2	Réception des installations	13
3.13	LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA	13
4	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	14
4.1	PRÉPARATION DE CHANTIER :	14
4.2	INSTALLATION D'UNE BASE VIE ET D'UNE ZONE DE STOCKAGE	14
4.2.1	Roulotte de chantier :	14
4.2.2	Zone de stockage :	15
4.3	ÉTUDES D'EXÉCUTION :	15
4.4	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS	15
4.5	NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS	15
5	DESCRIPTIF DU MATÉRIEL ET MISE EN ŒUVRE :	17
5.1	CONSIGNATIONS & DÉPOSES	17
5.2	PLOMBERIE – SANITAIRE :	17
5.2.1	Meuble évier et plan de travail :	17
5.2.2	Évier inox :	18
5.2.3	Sanitaire :	18

5.2.4	Lavabo :	18
5.2.5	Gestion des EU :	18
5.3	RÉSEAU CVC :	18
5.3.1	Éléments de reprise et soufflage d'air :	19
5.3.2	Extracteur simple flux mural :	19
5.3.3	Ventilation naturelle :	19
5.3.4	Clapet coupe-feu :	19

1 RAPPEL DU CONTEXTE ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION :

1.1 PRÉAMBULE

Situation & rappel du programme travaux

L'objectif des travaux est d'implanter et d'aménager un local sécurisé au Centre Pénitentiaire de Château-Thierry pour la prise de possession du local par les Équipes Locales de Sécurité Pénitentiaires (ELSP).
Les travaux se dérouleront dans l'enceinte pénitentiaire, hors zone de détention.

Établissement concerné

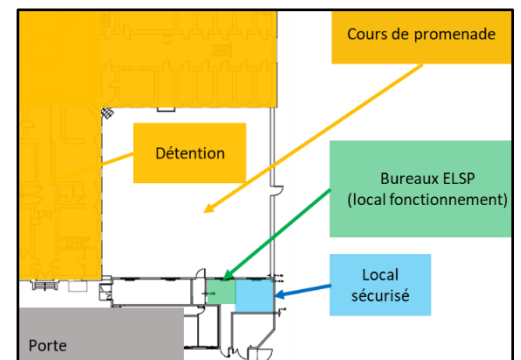
Le Centre Pénitentiaire de Château Thierry est un établissement mis en service en 1890.

Il présente une capacité théorique de 87 détenus répartis en deux quartiers Détention hommes (12places) et Maison Centrale (75 places).

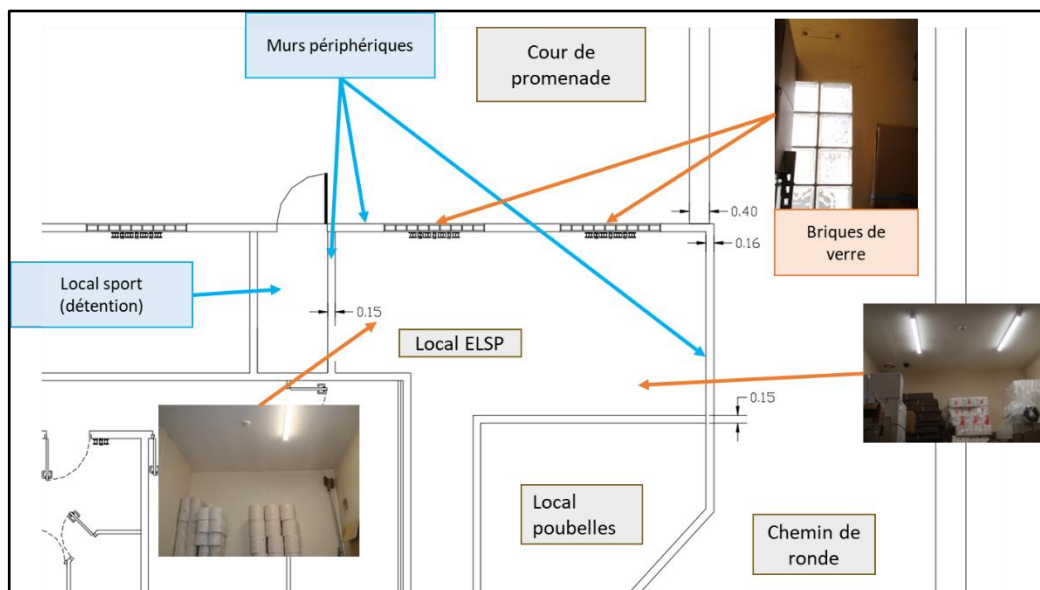
Le programme initial prévoit :

La future base ELSP se situera dans un local de 32m², servant initialement de stockage situé à proximité immédiate de la Porte d'Entrée Principale et hors zone de détention. Cet espace sera divisé en deux parties :

- Le bureau qui sera équipé afin d'accueillir les ordinateurs et divers équipements nécessitant du courant, des espaces de rangements pour chaque agent de l'équipe ELSP.
- Le local sécurisé répondant aux exigences de sécurité d'un établissement pénitentiaire moderne et de sécurité incendie pénitentiaire



État général :



1.2 INTERVENANTS

Désignation	Intervenant	Représentant	Contact
Maître d'ouvrage	Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Lille Département des Affaires Immobilières 123, rue nationale – BP 765 – 59034 LILLE	Stéphane BELVAL Responsable de l'unité études et opérations	☎ ✉ stephane.belval@justice.fr
Exploitant	54 Av. de Soissons 02400 Château-Thierry	Jérémy TRÉHOUX Directeur Technique	☎ 03 23 84 27 60 ✉ jeremy.trehoux@justice.fr
Maître d'œuvre	MLC FACILITIES 7 rue A. Fleming – 21121 AHUY	Mathias LOICHOT	☎ 06 11 51 96 96 ✉ Mathias.loichot@mlc-facilities.fr
Bureau de Contrôle	DEKRA	Lucile DELCOURT	☎ 06 08 40 23 69 ✉ lucile.delcourt@dekra.com

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont tenus de connaître les lieux et ne sauraient se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site et de tous les éléments locaux existants tels que nature des sols, moyens d'accès, sécurité, état des installations existantes, etc.

Sauf avis contraire du règlement de consultation, la visite est obligatoire (se reporter au règlement de consultation pour les modalités de visite).

1.4 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance d'une partie de lot n'entrant pas dans la compétence de l'entreprise est soumise à l'agrément préalable du Maître de l'Ouvrage, qui le notifie à la Maîtrise d'œuvre. Elle ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de l'ensemble des travaux.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans le présent lot, ainsi que leur tenue dans le temps. Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements nécessaires au bon fonctionnement de ses installations. Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats aux décharges publiques. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques. Dans tous les cas, l'interprétation finale appartiendra à la Maîtrise d'œuvre.

1.6 NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux textes officiels, normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'Art en vigueur.

Il sera fait application des textes suivants (liste non exhaustive) :

- Le R.E.E.F. du C.S.T.B ainsi que les DTU et ses mises à jour à la date du marché.
- Le règlement d'accessibilité & de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Le code du travail, et notamment en ce qui concerne la sécurité des accès et d'entretien du matériel.
- Tous les appareils installés seront soumis à la norme française en vigueur ainsi qu'aux normes et directives européennes en vigueur.

1.7 DÉPENSES DIVERSES

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de l'Exploitant.

1.8 RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :

- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

DAP - Direction de l'Administration Pénitentiaire :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, l'administration pénitentiaire est l'une des cinq directions du ministère de la Justice.

Maisons d'Arrêt (MA)

Les maisons d'arrêt sont prévues pour accueillir les détenus en détention provisoire, c'est-à-dire non encore condamnés et donc présumés innocents, ou dont la peine ou le reliquat de peine n'excède pas deux ans.

Centres de Détention (CD)

Un centre de détention est un établissement qui reçoit les détenus condamnés en général à plus de deux ans de prison mais qui présentent les perspectives de réinsertion sociale les meilleures.

Centres Pénitentiaires (CP)

Un centre pénitentiaire est un établissement pour peine qui rassemble au moins deux quartiers pénitentiaires différents (maison d'arrêt, centre de détention, maison centrale).

Les Maisons Centrales (MC)

Une maison centrale est un établissement pour peine qui reçoit les détenus les plus lourdement condamnés. Le régime de détention se concentre sur la sécurité. Certains détenus incarcérés en maison centrale le sont pour des peines moindres, lorsqu'il s'agit de détenus particulièrement signalés, nécessitant une sécurité accrue ou ayant déjà tenté de s'évader par exemple.

PEP :

Poste d'Entrée Principal ou Porte d'Entrée Principale

PCI :

Poste de Centralisation de l'Information

SAS ou Effet de SAS :

Ce sont les deux portes d'un sas qu'on ne peut ouvrir qu'alternativement, jamais les deux à la fois. Système de franchissement verrouillable ou déverrouillable à distance selon le besoin des mouvements de détenus

Visiteurs :

Tout individu ne faisant pas partie du personnel, visiteurs, avocats, familles, bénévoles, intervenants d'associations qui rencontrent les détenus

2 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'applique pour l'ensemble des articles des présents CCTP. Les compléments descriptifs au sein de chaque article viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prestations décrites ci-après. Sauf stipulations expresses au présent descriptif, les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U, cahiers des charges du C.S.T.B, normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'Ouvrage objet du présent CCTP.

2.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage et le CSPS. L'Entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.2 SITE OCCUPÉ

L'entreprise est tenue de se faire confirmer auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, toutes les informations concernant le phasage des travaux, le balisage, les barrières délimitant les zones publiques, des zones de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Toutes les dispositions devront être prise pour permettre l'exploitation de l'établissement, en limitant les nuisances et en maintenant l'établissement en sécurité. Il est entendu que tout ou partie des travaux pourront s'exécuter en horaires décalés.

Étant donné la sensibilité de l'établissement, le Maître d'Ouvrage pourra décaler une intervention si cela s'avère nécessaire, pour la sécurité du site.

Les plans d'exécution devront être visés par la maîtrise d'œuvre, et le bureau de contrôle, avant toute intervention.

L'entreprise devra un nettoyage quotidien.

Les références techniques du matériel proposé par le présent lot devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant toute commande.

Sauf livraisons encombrantes, à ce jour, les véhicules ne pourront pas rentrer dans l'enceinte de la maison d'arrêt.

Les travaux préparatoires se feront dans les sous-sols ou à l'extérieur de la maison d'arrêt (zone neutre).

2.3 ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

L'entreprise devra présenter une liste du personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement dès que possible.

L'accès de chaque intervenant est soumis à l'approbation du chef d'établissement. Ainsi, préalablement à chaque intervention, l'entreprise fournira :

- L'identité de chaque intervenant
- La lecture et l'approbation du cadre de sûreté et de ses annexes
- La nature des prestations à réaliser

- L'inventaire écrit complet des trousseaux à outils et des matériels à faire entrer dans l'établissement
- Les véhicules n'auront pas accès à l'intérieur de l'établissement, sauf cas exceptionnel de livraison / évacuation de matériels. Pour ce faire, la carte grise devra être fournie préalablement dans les mêmes délais.

Si l'accès du personnel est renouvelable concernant son identité, la partie matérielle est à renseigner dans une fiche d'intervention chaque semaine, en prenant en compte que la première demande pourra être validée sous deux semaines.

Les plannings de coupure de réseaux, de livraison, ou d'intervention exceptionnelle seront fournis dans les mêmes délais.

À noter que dans ce type d'établissement la sécurité de tous est prioritaire, le maître d'ouvrage et plus particulièrement le chef d'établissement pourra décider d'annuler ou décaler n'importe quelle tâche ou intervention. Ces dispositions sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise.

2.4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Entrepreneur devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les bordereaux de prix descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les études et ouvrages de toutes natures ainsi que la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrite dans son lot.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur devra se renseigner auprès du MOA pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix et signalera ces points sur la plateforme de dématérialisation en phase consultation, dans les délais impartis, afin que le nécessaire soit fait pour modifier le DCE le cas échéant.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au bordereau de prix, descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

2.5 COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec l'ensemble des compagnons, co-traitants, et sous-traitants éventuels. Les informations quant à l'étendue des travaux précités seront données pendant la phase chantier. L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

2.6 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Tous les appareillages seront fixés à l'aide de vis INOX inviolables. L'outil adapté sera fourni à l'établissement.

Note : dans certaines zones les plafonds métalliques sont solidarisés, ils devront être remis à l'état initial à

l'issue des travaux

Une attention particulière sera portée aux nuisances sonores et aux poussières (sas de protection, polyane, linge humide ect...).

2.7 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés lors de l'exécution de ses travaux, résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

Pendant l'ensemble de la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'Œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc...leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

3 ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 PERSONNEL ET RESPONSABLE

L'Entreprise doit nommer un responsable de projet ainsi qu'un suppléant qui reste informé de toutes les phases du montage.

Le responsable du chantier assiste à toutes les réunions de chantier. L'Entreprise maintient sur le chantier un chef responsable qui est continuellement présent sur le site pendant les heures de travail.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de l'une ou de ces deux personnes s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction.

Le personnel responsable doit faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, sur simple demande de ceux-ci.

3.2 QUALIFICATION DES INSTALLATEURS

Tous les ouvriers réalisant les tuyauteries et les raccordements des appareils doivent posséder un certificat de qualification de soudeur délivré par un organisme reconnu.

À l'ouverture du chantier, les certificats de soudeur sont présentés au Maître d'Ouvrage ou à l'Organisme de Contrôle choisi.

À défaut de présentation d'un tel certificat par un soudeur, celui-ci subit sur place, aux frais de son employeur, une épreuve de qualification qui est effectuée sous l'autorité d'un Organisme qualifié.

3.3 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous général de chantier aura lieu à une fréquence définie par le Maître d'œuvre en fonction de la nécessité, au jour et à l'heure qui seront arrêtés d'un commun accord à l'ouverture du chantier.

Il est obligatoire et tous les Entrepreneurs sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un Conducteur de Travaux qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision.

Tout Entrepreneur absent sans raison valable et sans autorisation préalablement fournie par le Maître d'Œuvre supportera une pénalité sur le montant de son Marché, par absence.

Ces pénalités seront comptabilisées par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous et la déduction sera automatiquement appliquée sur les comptes définitifs de fin de chantier.

3.4 COMPTE RENDU DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier feront l'objet de procès-verbaux établis et diffusés à l'Entreprise par le Maître d'Œuvre.

Sans observation écrite sous 5 jours, les compte-rendu seront considérés acceptés sans réserve par les participants, qu'ils aient été présents ou absents à la réunion de chantier, et deviendront donc contractuel.

Le titulaire du présent lot devra veiller à faire consigner au compte-rendu de chantier toutes les adaptations apportées en phase travaux et toutes les observations qui pourraient servir à la conduite ou aux règlements ultérieurs de travaux.

3.5 ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE

Les aires de stockage seront impérativement implantées sur les zones qui seront réservées à cet effet. Aucun stockage de matériel ne sera admis en dehors des zones où il est prévu d'être installé.

Dans tous les cas, celui-ci devra être fait de façon à ne pas perturber l'exploitation du site.

Les délais d'intervention pour le présent lot sont consignés dans le calendrier détaillé d'exécution de l'opération, tout dépassement de ces délais entraînerait l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.6 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ DES TRAVAILLEURS

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel » :

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants » :

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions éventuelles du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- L'entreprise doit s'informer auprès du chef d'établissement en se faisant remettre notamment la fiche récapitulative du DTA (en cours de diagnostic)
- L'entreprise titulaire du marché devra disposer de l'accréditation d'intervention en sous section 4, et avoir le personnel habilité pour les interventions sur l'amiante en sous section 4.
- L'entreprise devra au préalable sur d'autres chantiers avoir réalisé des chantiers tests valides pour les types d'interventions qu'elle réalisera sur ce chantier
- L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du PGC annexe, et respectera l'ensemble des prescriptions décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Dans le cadre des opérations susceptibles d'exposer son personnel aux poussières de plomb, elle devra impérativement prendre les précautions précisées dans le pgc et fournir un mode opératoire détaillé de ses interventions.

3.7 NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES

Nettoyage de chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le MOE ou à la décharge publique.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et la remise en état des installations qu'ils a salies ou détériorées.
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Protection des biens et de l'environnement

- L'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute dégradation des voiries, édifices, biens et de l'ouvrage jusqu'à la réception sans réserve des travaux.
- L'entreprise doit toutes les dispositions et sujétions relatives à la protection de l'environnement. En cas d'atteinte à l'environnement ou de dégradation, l'entreprise supporte tous les frais de nettoyage, dépollution et remise en état.

- L'entreprise doit la réfection à l'identique de toutes les parties de voies, édifices publics ou privés endommagés par suite de l'exécution des travaux.
- L'entreprise doit la réfection dans les règles de l'art de toute partie de l'ouvrage objet du présent marché endommagée par suite de l'exécution des travaux.

Protection des personnes

- L'entreprise doit assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur, aux directives de la CARSAT, de l'OPPBTP. Toutes les sujétions qui en découlent sont réputées incluses dans les prix.
- L'entreprise rédige un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conforme aux directives ci-dessus et le soumettre à l'avis des organismes concernés par la sécurité et la santé au travail.

D'une manière générale, toute disposition visant à éviter tout affaissement, mouvement, désordre des ouvrages mais également la chute de matériel, du personnel sera à prévoir à ses frais. Tous ces matériels et dispositifs relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise.

3.8 ÉVACUATION DES DÉCHETS

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation. La location des bennes, l'enlèvement et le transport sur les sites susceptibles de recevoir les déchets, sont à la charge de l'entreprise.

3.9 CAROTTAGES

Les carottages et percements sont à prévoir par le présent Lot. Les demandes de réservations seront à fournir au lot Maçonnerie au moins un mois avant l'exécution des travaux concernés. En l'absence de demande en temps et en heure ils seront assumés par le présent lot.

3.10 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les prestations à la charge du titulaire comprendront implicitement :

- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur
- Les démolitions de toutes natures et enlèvement vers les décharges spécialisées
- Les études techniques pour la réalisation des ouvrages
- Les réservations nécessaires aux autres corps d'état.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception.
- L'enlèvement hors du chantier de tous les déchets et gravois en provenance de ces travaux.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.

3.11 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.

Ces dispositions porteront sur la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves et essais.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée si la sécurité des intervenants ne peut être assurée ou si les installations ne sont pas exploitables.

3.12 ESSAIS ET RÉCEPTIONS

3.12.1 AUTOCONTRÔLES

Préalablement à la réception des installations, l'entreprise réalisera les essais de tous les équipements mis en œuvre et fournira ses autocontrôles justifiants le fonctionnement des appareils et des installations mis en œuvre, conformément à la demande.

La transmission des installations Fourniture d'un carnet d'autocontrôles fonctionnement justifiant le bon

fonctionnement des installations.

3.12.2 RÉCEPTION DES INSTALLATIONS

La réception des installations aura pour but d'évaluer la conformité des travaux réalisés en accord avec les spécifications techniques, règles de l'art et normes en vigueur.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et fera l'objet d'un PV de réception des installations.

L'ensemble des travaux effectués seront contrôlés :

- Cheminements ajoutés et réutilisés
- Quantitatifs installés
- Respect des spécifications de pose et de raccordement
- Conformité des restitutions coupe-feu
- Installations au regard de la réglementation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Repérage durable de l'installation
- Transmission des installations et formation du personnel en charge de sa maintenance

3.13 LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA

Lors de l'émission du PV de réception, un délai de levée des réserves constatées sera défini.

Une visite de levée de réserve aura lieu en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant afin de constater l'achèvement complet des travaux.

Après émission du rapport final des organismes de contrôle et proposition de réception du Maître d'œuvre (EXE5), tous les travaux nécessaires et complémentaires à la levée des réserves seront à la charge du titulaire.

Il est rappelé que l'obligation de résultat de l'entrepreneur (principal ou sous-traitant) persiste pour les désordres réservés jusqu'à la levée des réserves, même après l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

4 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

4.1 PRÉPARATION DE CHANTIER :

L'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des repérages nécessaires permettant de réaliser ses ouvrages, comprenant les opérations de manutention et mesures conservatoires :

- Consignation installations existantes, signalisation et balisage
- Repérage des installations
- Organisation des travaux, manutention et mesures conservatoires

L'ensemble de l'installation mise en œuvre sera encastré dans les parois.

- Saignées & rebouchages à charge du présent lot avant intervention du peintre
- L'ensemble des réseaux secs & humides chemineront par le plénum et/ou encastrés dans les saignées dédiées. Un calepinage précis sera réalisé pour ne pas encombrer l'un ou l'autre des cheminements.

4.2 INSTALLATION D'UNE BASE VIE ET D'UNE ZONE DE STOCKAGE

Le stockage des fournitures se fera aux risques et périls de l'entreprise et sur des zones définies par l'établissement. La possibilité de l'utilisation des sanitaires de l'établissement par les ouvriers impose à l'entrepreneur la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l'entreprise.

De ce fait, à ce jour et sauf avis contraire au démarrage des travaux, l'entreprise prévoira la mise en place :

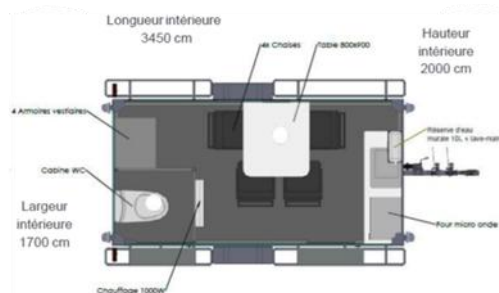
- D'une base vie
- D'un volume de stockage et d'une benne à gravats.

4.2.1 ROULOTTE DE CHANTIER :

En fonction du volume et de la durée des travaux, l'entreprise prévoira l'installation et la mise en service d'une roulotte de chantier, chaque entreprise devra prévoir sa propre roulotte en adéquation avec son effectif (équipe) sur le chantier. Les roulottes devront être propres et saines pour permettre au personnel de chantier d'utiliser les locaux dans des conditions sanitaires irréprochables. Les roulottes comprendront :

- Un espace vestiaire (compris mobilier type armoires, casiers etc)
- Un espace sanitaire (douche et WC compris lavabo, consommables etc)
- Un espace réfectoire et réunion (compris tout mobilier nécessaire aux deux environnements : tables, chaises, bancs, éviers, micro-ondes, frigidaires, consommables etc)
- Des points de chauffe (convecteurs etc), et tout équipement électrique (PC, Luminaires etc)

La roulotte sera de type « ROULOTTE 4 PERSONNES » de chez BUNGALOW PRO ou techniquement équivalente. Cette roulotte devra être installée par le présent lot à un emplacement à définir en phase de préparation.



4.2.2 ZONE DE STOCKAGE :

Une zone de stockage sera délimitée par des palissades de chantier. La surface nécessaire pour la zone de stockage sera à préciser et à confirmer durant les premières réunions de chantier. Aucun autre point de stockage tampon ne sera mis à disposition des entreprises au sein des zones de détention.

4.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION :

Pendant la période de préparation et avant toute mise en œuvre et fabrication, l'entreprise fournira son dossier d'exécution complet incluant les plans et documents d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux, afin de recevoir l'approbation de l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et de la Maîtrise d'Ouvrage.

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui reste soumis à une obligation de résultat. L'entrepreneur contrôlera les cotes exactes en situation et sera tenu d'adapter ses ouvrages en conséquence après signalement au Maître d'Œuvre.

Le dossier d'exécution devra être fourni dans son intégralité pendant la période de préparation.

- Plans d'implantation
- Plan de réservations
- Coupes
- Planning
- Notes de calculs
- Présentation au bureau de contrôle

L'entreprise proposera un planning d'intervention détaillé en accord avec le phasage des travaux défini.

4.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS

2 semaines avant les OPR, l'entreprise fournira le DOE récapitulant l'ensemble des ouvrages mis en œuvre et les plans de recollement des nouveaux réseaux en 3 exemplaires papier + 1 version sur clé USB. Ce dossier sera préalablement transmis au MOE pour validation avant envoi au MOA.

Il comprendra tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de l'installation, son utilisation, sa maintenance et son évolution future, à minima :

- Plans complets des installations aux formats .pdf et .dwg
- Les schémas électriques et fluides des équipements.
- L'analyse fonctionnelle du système de régulation centralisée.
- Les notes de calcul et de dimensionnement des équipements techniques.
- Procès-verbal de classement au feu des matériaux
- Fiches techniques des équipements installés
- La notice d'entretien des matériels avec, pour chacun d'eux, les natures et les fréquences de vérification, de réglage, de serrage ou de remplacement.
- Notes et calculs techniques
- Les mesures diverses effectuées (débits, pressions, tensions, etc.).
- Notice de transmission des installations
- La notice de conduite des installations et des équipements.
- La notice des mesures à prendre en cas d'incident.

4.5 NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé à l'issue de chaque prestation / zone d'intervention.

Le nettoyage intérieur, concerne (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries extérieures et intérieures,
- L'ensemble des vitres
- L'ensemble des sols et leurs plinthes

- Les revêtements verticaux y compris la faïence,
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc...,
- Les appareils sanitaires et leur robinetterie
- L'appareillage électrique,

NOTA IMPORTANT :

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.

5 DESCRIPTIF DU MATÉRIEL ET MISE EN ŒUVRE :

Les travaux ont pour objectif principal la création d'une base ELSP en lieu en place de l'actuel local de stockage.

La sécurisation du local sera réalisée via un mur en béton armé d'une épaisseur de 20cm et/ou via un parement CR4 (en principe posé côté extérieur au local).

- Création du local
 - Purge de la zone et dépose complète
 - Cloisonnement (par différents moyens) des espaces suivants :
 - Accès au local
 - SAS d'accès
 - Local sécurisé
 - Plafond de l'ensemble par une cloison ba13 coupe-feu 2h + CR4
 - Équipement de l'ensemble
 - Ratissage et préparation de tous les supports y compris plafond
 - Mise en peinture de l'ensemble en deux couches, couleur au choix du Maître d'ouvrage (couleurs pâles bleu - gris), peintures sans COV (composants organiques volatiles).

Le planning et le phasage de travaux ont été établis en phase étude et validés par l'ensemble de l'équipe, en vue de la réalisation des travaux par une entreprise sachante. Elle réalisera donc toutes études complémentaires qui lui apparaîtraient nécessaires. Elle ne pourra se prévaloir d'une quelconque imprécision ou omission pour remettre en cause le caractère forfaitaire de son offre.

5.1 CONSIGNATIONS & DÉPOSES

L'entreprise devra la purge et la dépose des anciens réseaux du local concerné (alimentations et évacuations). Elle sera tenue d'intervenir sur les réseaux EU. L'intervention sur les réseaux comprendra la purge, la dépose et l'adaptation des installations afin d'accueillir les futurs éléments à mettre en œuvre.

- Adaptation des réseaux pour raccordement de l'évier, du sanitaire, du lavabo etc

5.2 PLOMBERIE – SANITAIRE :

Adaptation des réseaux et reprises sur l'existant des ECS, EFS et EU

- Mise en œuvre des attentes fluides pour les futures alimentations et évacuations
- Création d'un évier compris meuble
- Création d'un sanitaire + lavabo

5.2.1 MEUBLE ÉVIER ET PLAN DE TRAVAIL :

Fabrication d'un meuble hydrofuge robuste pour évier + tablettes en panneaux stratifiés de 22 mm d'épaisseur

- Ossature en tasseaux bois rabotés, arêtes arrondies et plaquées
- Panneaux verticaux, ouvrants, etc. en panneaux en contreplaqué de 22 mm d'épaisseur
- Étagères en panneaux de 22 mm d'épaisseur.
- Toutes sujétions de mise en œuvre et de découpe pour le lot Plomberie
- Portes en façades en panneaux de contreplaqué de bouleau vernis de 18 mm minimum avec charnières et poignées de tirage
- Plan d'EXE à faire valider en phase exécution
- Vernis de l'ensemble
- Classement feu : M3
- Plan de travail stratifié 30mm avec dossier pour évier inox à encasturer

Localisation :

- SAS d'accès aux locaux

5.2.2 ÉVIER INOX :

Fourniture et pose d'évier à une cuve en inox 18/10e, de dimensions 800x500mm

- Compris meuble sous évier
- Dispositif de vidage complet
- Mitigeur évier mono trou en métal chromé, à cartouche disques céramique, bec orientale avec aérateur cascade, limiteur de température et flexibles de raccordement
- Pose encastrée en plan de travail
- Mitigeur évier mono trou en métal chromé, à cartouche disques céramique, bec orientale avec aérateur cascade, limiteur de température et flexibles de raccordement

Localisation :

- SAS d'accès aux locaux

5.2.3 SANITAIRE :

L'entreprise prévoira la fourniture et pose d'un Bloc cuvette WC « classique » en porcelaine vitrifié ODEON UP de JACOB DELAFON ou équivalent

- Pipe et fixation au sol
- Abattant double thermodur à descente progressive réf. E70006-00, de 54 x 36cm.
- Réservoir complet avec mécanisme économiseur d'eau 3/6 litres
- Économiseur d'eau et robinet flotteur
- Robinet d'arrêt chromé
- Bouton poussoir chromé :



Localisation :

- Sanitaire

5.2.4 LAVABO :

L'entreprise prévoira la fourniture et pose d'un lavabo céramique compris renfort dans cloisons existantes le cas échéant et de la robinetterie respective dans l'espace sanitaire.

- Percé un trou central pour robinetterie
- Avec trop-plein
- Siphon déporté
- Mitigeur lavabo temporisé à bouton poussoir
- Robinetterie bec fixe avec brise-jet antibactérien et anticalcaire



Localisation :

- Sanitaire

5.2.5 GESTION DES EU :

L'entreprise devra la fourniture et la pose de siphons de sol à implanter dans la dalle. Elle devra également créer le réseau EU entre le sanitaire et le raccordement global des EU au droit des siphons de sol. Elle devra transmettre ses besoins (dimension du sciage et du carottage à effectuer et position y compris profondeur et pente) au lot n°1 le moment venu. Les réseaux devront être raccordés sur le réseau EU existant et l'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour réaliser le raccord global.

5.3 RÉSEAU CVC :

La fourniture des éléments et la mise en œuvre du réseau de ventilation est à la charge de l'entreprise. Le réseau devra être réalisé conformément aux plans fournis en annexe et devront être réalisés selon les règles de l'art. Il est attendu une certaine réflexion quant au système de ventilation compris toute sujétions de la part de l'entreprise.

5.3.1 ÉLÉMENTS DE REPRISE ET SOUFFLAGE D'AIR :

L'entreprise devra la fourniture et la pose de deux bouches d'extraction (une située à l'intérieur du local sécurisé en bout de réseau CVC et une dans la zone d'accès) ainsi qu'une grille d'extraction en façade pour le rejet de l'air vicié. L'entreprise devra fournir toutes les informations nécessaires (dimensions et positions des ouvertures) à la bonne réalisation de l'ouverture au lot n°1 dans la façade ainsi qu'au lot n°2 pour le percement du plafond de la zone sécurisée

Localisation :

- Plafond du local sécurisé

5.3.2 EXTRACTEUR SIMPLE FLUX MURAL :

L'entreprise devra la fourniture et la pose d'un extracteur simple flux mural adapté à un usage intermittent :

- Silencieux Basse consommation.
- Débit : 90 m3/h
- Installation murale
- Compris alimentation depuis TD local sécurisé

Localisation :

- Plafond du local sécurisé

5.3.3 VENTILATION NATURELLE :

L'amenée d'air se fera par deux grilles de ventilation dans 2 parois différentes :

- Traversée du mur de façade côté extérieure en haut de la porte P1
- Traversée murale (béton armé créé) paroi perforée, flux d'air libre

5.3.4 CLAPET COUPE-FEU :

L'entreprise devra la fourniture et la pose de clapets coupe-feu fusible de type CIRCÉ 4 APPLIQUE de chez FRANCE AIR ou techniquement équivalent.

- Fusible thermique déclenchement auto-commandé à + 72 °C
- Étanchéité à l'air classe C en standard

Les clapets CF seront implantés dans le mur en béton armé au niveau des réservation réalisées par le lot n°1.